

Val-d'Or, le 24 avril 2018

À : **M<sup>me</sup> Pascale Labbé**  
**Ministère de la Justice**

c.c. : **M<sup>e</sup> André Fauteux, Ministère de la Justice**  
**M<sup>e</sup> Marie-Paule Boucher, Ministère de la Justice**  
**M<sup>e</sup> Denise Robillard, Ministère de la Justice**  
**M<sup>me</sup> Deirdre Geraghty, Ministère de la Justice**  
**M<sup>me</sup> Andréane Lespérance, Secrétariat aux Affaires autochtones**

De : **M<sup>e</sup> Marie-Andrée Denis-Boileau, Procureure**

Objet : **Demande de renseignements dans le cadre des travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès**

Dossier : **DG-0159-C**

Madame Labbé,

Dans le cadre de ses travaux, la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès* (CERP) sollicite la collaboration du Ministère de la Justice du Québec afin d'obtenir **les données obtenues au Québec lors de l'Enquête sociale générale (ESG) sur la victimisation de 2014 de Statistiques Canada**.

À cet effet, nous demandons au Ministère de la Justice du Québec de mener les démarches nécessaires afin d'extraire de l'ESG les données du Québec, particulièrement celles en lien avec la victimisation des personnes Autochtones.

Nous souhaitons notamment connaître la taille de l'échantillon du Québec, soit le nombre de personnes qui ont été rejointes lors de l'ESG.

Nous vous prions de nous transmettre toute autre information ou document pouvant étayer ou soutenir les informations que vous nous fournirez en réponse à cette demande, même s'ils ne se retrouvent pas dans la liste ci-haut. Ces documents serviront à remplir le mandat de la CERP :

*La Commission d'enquête provinciale a pour mandat d'enquêter, de constater les faits, de procéder à des analyses afin de faire des recommandations quant aux actions correctives concrètes, efficaces et durables à mettre en place par le gouvernement du Québec et par les autorités autochtones en vue de prévenir ou d'éliminer, quelles qu'en soient l'origine et la cause, toute forme de violence et de pratiques discriminatoires, de traitements différents dans la prestation de certains services publics offerts aux Autochtones du Québec : les services policiers, les services correctionnels, les services de justice, les services de santé et les services sociaux ainsi que les services de protection de la jeunesse.*

Dans un premier temps, nous vous demandons de nous aviser, dans un délai de **cinq (5) jours**, si vous n'êtes pas en mesure de répondre à la présente demande, quelle qu'en soit la raison. Le cas échéant, veuillez nous faire part de vos motifs d'incapacité par courriel [marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca](mailto:marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca).

Dans un deuxième temps, nous vous demandons de répondre à la présente en nous communiquant les informations et la documentation demandées dans les **trente (30) prochains jours**.

Pour ce faire, vous pouvez procéder par courriel à [nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca](mailto:nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca). S'il s'agit de documents confidentiels, nous vous proposons de mettre à votre disposition notre plateforme de Partage sécurisé de documents (PSD). Si cette proposition vous convient, veuillez nous l'indiquer par courriel à [nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca](mailto:nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca) afin que nous vous fassions suivre la procédure à cet effet. Enfin, si vous préférez nous les adresser par la poste, veuillez nous les faire parvenir par messagerie à l'adresse suivante :

M<sup>me</sup> Nicole Durocher  
Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics  
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Également, vous avez la responsabilité de nous aviser lorsque les documents ou les renseignements transmis en réponse à la présente ont un caractère confidentiel ou privilégié. Nous vous invitons donc à nous en faire part par écrit et à contacter, au besoin, le procureur en charge du dossier afin d'avoir une discussion sur l'utilisation qui pourra être faite desdits documents ou renseignements.

Pour toute autre question concernant cette demande, veuillez m'en faire part directement par courriel à [marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca](mailto:marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca) ou par téléphone au 819 354-4014.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre correspondance, nous vous prions d'agrèer, Madame Labbé, nos plus sincères salutations.

**M<sup>e</sup> Marie-Andrée Denis-Boileau**

**Procureure / Counsel**



Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès  
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tél.: (sans frais / toll free) 1 844 580-0113

Tél.: 819 354-4014

[marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca](mailto:marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca)

[www.cerp.gouv.qc.ca](http://www.cerp.gouv.qc.ca)

  @cerpQc

**De:** Pascale Labbé <pascale.labbe@justice.gouv.qc.ca>  
**Envoyé:** 24 avril 2018 14:18  
**À:** Durocher, Nicole  
**Cc:** Deirdre Geraghty; Denis-Boileau, Marie-Andrée  
**Objet:** Demande de renseignements / Dossier DG-0159-C / CERP

Re-bonjour Mme Durocher,  
Statistique Canada nous a informé qu'en raison de préoccupations liées aux limites de la taille de l'échantillon, il est impossible d'extraire les données du Québec que vous recherchez de l'Enquête sociale générale sur la victimisation de 2014.  
Nous considérons ainsi que cette requête est complétée.  
Bon après-midi,

Pascale Labbé  
Bureau des affaires autochtones  
Ministère de la Justice  
418 646-5580, poste 20963



Avis de confidentialité: Ce message est confidentiel. Il est à l'usage exclusif du destinataire ci-dessus. Toute autre personne est par les présentes avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer ou de le reproduire. Si le destinataire ne peut être joint ou vous est inconnu, nous vous prions d'en informer immédiatement l'expéditeur par courrier électronique et de détruire ce message et toute copie de celui-ci.

>>> <nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca> 2018-04-24 13:39 >>>

Bonjour Madame Labbé,

*La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.*

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **trente (30) prochains jours**. Afin de faciliter le suivi, veuillez indiquer le **numéro de la demande** dans l'objet de votre réponse. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : [www.cerp.gouv.qc.ca](http://www.cerp.gouv.qc.ca).

**Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.**

Cordialement,



**Nicole Durocher**

**Adjointe administrative / Administrative assistant**

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tél.: (sans frais / toll free) 1 844 580-0113

Tél.: 819 354-4040

[nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca](mailto:nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca)

[www.cerp.gouv.qc.ca](http://www.cerp.gouv.qc.ca)

  @cerpQc